

# Engagement de non-concurrence pris par le cédant d'une société devenu salarié



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un acte de cession de parts sociales comporte une clause de non-concurrence à l'encontre du cédant, cette clause doit prévoir une contrepartie financière dès lors que ce dernier est devenu salarié de la société au moment où il souscrit l'engagement de non-concurrence.

---

## Quand une société est-elle en cessation des paiements ?



© 2025 Les Echos Publishing

Une entreprise qui, à une certaine date, est redevable d'une lourde dette au titre d'un prêt bancaire et qui ne dispose d'aucune trésorerie ni d'aucun actif, ne peut pas contester

qu'à cette date, elle était en cessation des paiements.

---

## **Liquidation judiciaire : quelle responsabilité du dirigeant en cas d'insuffisance d'actif ?**



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire est condamné pour insuffisance d'actif, le montant du passif à payer est apprécié par les juges au regard de la seule gravité des fautes qu'il a commises.

---

## **Cession du bail rural : précisions sur l'obligation d'exploiter**



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'il obtient l'autorisation de céder son bail rural à son fils, un exploitant agricole n'est pas tenu de procéder immédiatement à cette cession dès lors que son bail n'est pas arrivé à échéance.

---



© 2025 Les Echos Publishing

Le 1<sup>er</sup> janvier 2027, une nouvelle nomenclature d'activités française (NAF) entrera en vigueur. Établie à la suite de la mise à jour de la nomenclature des activités économiques dans l'Union européenne, avec laquelle elle partage la même structure, cette NAF nouvelle version (NAF 2025) remplacera donc celle en vigueur en France depuis 2007.

**Rappel** : la nomenclature d'activités française (NAF) sert principalement à faciliter l'organisation de l'information économique et sociale en permettant le classement des activités économiques. En référence à cette nomenclature, un code correspondant à l'activité principale exercée (le fameux code APE) est attribué par l'Insee à chaque entreprise et à chaque établissement inscrit au [répertoire national d'identité](#)

[des entreprises \(le répertoire Sirene\)](#). Ce code permet notamment aux administrations fiscales et sociales de connaître l'activité d'une entreprise et donc d'identifier les réglementations, la fiscalité ou encore les formalités auxquelles elle est soumise. Il doit figurer sur les bulletins de salaire émis par l'entreprise.

## Un nouveau code APE

En pratique, un nouveau code APE sera donc attribué par l'Insee aux entreprises.

**À noter :** afin de faciliter la préparation de ce changement, l'Insee a mis en ligne [sur son site internet](#) un certain nombre de documents, notamment une table de correspondance entre la NAF actuelle et la NAF 2025. En outre, le Sirene affichera, pendant toute l'année 2026, le code APE actuel de chaque entreprise ainsi que son futur code selon la nouvelle NAF 2025.

[Décret n° 2025-736 du 31 juillet 2025, JO du 1er août](#)

© 2025 Les Echos Publishing

---

# Quand un avis du jugement d'ouverture d'une procédure collective est incomplet



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque les noms et coordonnées de l'administrateur judiciaire ne figurent pas dans l'avis de jugement d'ouverture d'une procédure collective publié au Bodacc, cet avis est irrégulier et est donc sans effet à l'égard des créanciers.

---

## **Reprise d'un acte par une société en formation et changement de dénomination sociale**



© 2025 Les Echos Publishing

Le fait que la dénomination sociale d'une société soit différente de celle mentionnée dans un acte souscrit alors qu'elle était en formation n'invalide pas la reprise de cet acte par la société.

---

# **Faillite personnelle prononcée à l'encontre du dirigeant d'une société en liquidation judiciaire**



© 2025 Les Echos Publishing

Le tribunal peut prononcer une mesure de faillite personnelle à l'encontre du dirigeant d'une société en liquidation judiciaire qui a commis certains faits répréhensibles sans qu'il ait besoin de constater l'existence d'une insuffisance d'actif de la société.

---

## **Transmission d'entreprises en France : où en est-on ?**



© 2025 Les Echos Publishing

Après avoir diminué pendant la crise sanitaire du Covid-19, le nombre de transmissions d'entreprises progresse depuis 2022. Une tendance qui devrait se poursuivre compte tenu du nombre important d'entreprises qui seront à céder dans les prochaines années.

---

## **Décès d'un exploitant agricole : à qui est attribué le bail rural ?**



© 2025 Les Echos Publishing

Au décès d'un exploitant agricole, le bail rural dont il était titulaire se poursuit au profit de son conjoint ou de son partenaire de Pacs, de ses ascendants et de ses descendants qui ont participé à l'exploitation au cours des 5 années précédant le décès. Mais qu'en est-il si aucun d'entre eux ne remplit cette condition ?